

Beatriz Mesa

LES GROUPES ARMÉS DU SAHEL

CONFLITS ET ÉCONOMIE CRIMINELLE AU NORD DU MALI



H.

LES GROUPES ARMES AU SAHEL

Beatriz Mesa

LES GROUPES ARMES AU SAHEL

Conflit et économie criminelle au Nord du Mali

H.



Au bord de la Méditerranée, notre maison d'édition porte ainsi le nom d'une plante plutôt frugale mais généreuse à bien des égards. Elle est dite éthique et collaborative. Nous éditons des ouvrages avec le souci d'offrir une grande qualité tant pour le produit du livre lui-même que pour son contenu intellectuel, scientifique ou littéraire, promouvant ainsi une écriture aussi rigoureuse qu'agréable.

Du même éditeur :

E. K.-Mbula et *alii*, *Transformer l'excellence en recherche...*, 2021

Maryam Szkudlarek, *Les perles du ciel de Tarim*, 2020

Rachid Id Yassine, *Rethinking Identity...*, 2015

Nilüfer Göle (dir.), *Enquête de l'islam européen*, 2015

Rachid Id Yassine, *Repenser l'identité...*, 2015

Simone Maddanu, *Musulmans européens en mouvements...*, 2013

Rachid Id Yassine, *L'Islam d'Occident ?...*, 2012

Contact et commande : www.halfa.co

ISBN 978-2-9540994-6-0

© Halfa, 2021

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Sommaire

| | |
|--------------------|----|
| Introduction | 15 |
|--------------------|----|

PARTIE 1. INSURRECTION ET JIHADISME DANS L’AZAWAD

| | |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| Chapitre 1. Penser les guerres et les conflits contemporains | 37 |
| Chapitre 2. Une insurrection de l’Azawad controversée | 67 |
| Chapitre 3. Les facettes du jihadisme au Nord du Mali | 113 |

PARTIE 2. LE CRIME ORGANISE ET SON INCURSION AU MALI

| | |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| Chapitre 4. L’institutionnalisation de l’économie criminelle | 165 |
| Chapitre 5. Effets de la criminalité organisé | 277 |
| Chapitre 6. Le dilemme du combattant au Nord du Mali | 305 |
| Conclusion | 339 |

Remerciements

Je tiens à remercier les nombreuses personnes que j'ai croisées tout au long de ma recherche et qui m'ont permis de consolider les piliers de la recherche doctorale à l'origine de cet ouvrage. En effet, cette recherche n'aurait pas été possible sans la présence de Djibril Koné, un intellectuel touareg du Mali dont la diplomatie éblouissante et l'honnêteté sont remarquables. C'est lui qui m'a orienté sur la voie de la recherche d'une vérité dans un scénario complexe. Il a été un guide exceptionnel durant la première partie de la recherche.

J'adresse aussi mes chaleureux remerciements à Mohamed Ag Attaye, à qui je dédie cette thèse car il m'a accompagné durant ces deux dernières années dans la compréhension de phénomènes complexes. Un grand merci à Bajan Ag Hamadou, un chef tribal important au Nord du Mali, pour m'avoir toujours ouvert ses portes et guidé pour que je ne m'éloigne pas du chemin tracé.

Je tiens à remercier aussi l'ancien ambassadeur du Mali au Maroc et l'ex-secrétaire général de la Présidence, Toumani Djimi Diallo, pour m'avoir accueillie dans leur pays et d'avoir aussi assuré la sécurité dont tout chercheur a besoin dans des zones de conflit. Sa considération, son affection, son engagement et sa générosité ont fait que la rédaction de plusieurs lignes ait été possible. La meilleure manière d'exprimer mes remerciements est de leur offrir cet ouvrage dont l'intention n'est pas de stigmatiser les institutions ou les acteurs, mais d'analyser les situations et de trouver des solutions en vue d'un monde meilleur.

Mon dernier séjour au Mali n'aurait pas pu se faire sans la figure polyvalente et dynamique de l'ex-conseiller personnel du président de la République au Mali, M. Zaid Benbarka. Le temps qu'il m'a accordé afin d'échanger des analyses et des idées, m'a beaucoup aidée pour les conclusions de ce travail.

Les avis exprimés dans cet ouvrage sont exclusivement ceux de l'auteure et ne reflètent aucunement les points de vue des personnes mentionnées auparavant. Je ne peux pas laisser derrière moi le Mali sans dédier

quelques mots de remerciement à Enrique Reales, fonctionnaire de l'État espagnol qui a une expérience de cinq ans dans la région du Sahel. Une amitié est née et durera toute la vie. Je garde un souvenir particulier de l'équipe espagnole à la veille de l'Opération Serval en 2013. Je tiens aussi à remercier M. Enrique Oyamburu, qui a une large expérience dans les conflits africains, car ayant passé trois ans dans le désert de Tissalit (Mali) dans le cadre d'une mission internationale.

Le développement de cette recherche a aussi été possible grâce au soutien de l'entreprise pour laquelle je travaille en tant que correspondante en Afrique du Nord et au Sahel, grâce à ma famille, la Cadena Cope, et en particulier au journaliste Miguel Angel Gomez, qui a compris le besoin de voyager dans les pays du Sahel comme journaliste chercheur ou universitaire. Aussi à l'indulgence de mes collègues qui m'ont toujours soutenue depuis la rédaction et qui ont compris mes absences et mon isolement durant certaines périodes. Il est possible de concilier journalisme et recherche mais il faut du temps et vous me l'avez donné.

La recherche prend tout son sens grâce à l'existence d'institutions qui offrent des espaces pour la dissémination des savoirs, des analyses et des réflexions. Dans ce sens, je dois citer l'espace esglobal et sa directrice Cristina Manzano, et l'Institut espagnol des études stratégiques (IEEE) du ministère de la Défense, dirigé par le général M. Miguel Ángel Ballesteros. Le prix *Défense 2016* a été destiné à l'équipe de l'après-midi de Cadena Cope, *La Tarde*, réalisée depuis le Mali et je ne peux pas cacher l'énorme satisfaction que j'ai ressentie en faisant partie de cette reconnaissance, parce que durant les huit dernières années de mon parcours professionnel, j'ai beaucoup bataillé pour que le Sahel fasse partie de l'actualité du média pour lequel je travaille.

Atteindre les objectifs de cette recherche n'aurait pas été possible sans le soutien de grands chercheurs comme Beatriz Tomé qui m'a appuyé depuis notre rencontre à Rabat, au moment de la préparation de sa thèse inédite sur le PJD au Maroc. Elle m'a enseigné les premiers outils de la recherche scientifique que j'ai commencé à utiliser dans les réunions du *Forum des chercheurs du monde arabe et musulman* (FCMAM). Sans doute, ce fut là aussi un espace indispensable animé par des chercheurs spécialisés dans des différentes thématiques, qui m'a aidé à prendre conscience de la

rigueur scientifique. À travers cette plateforme, j'ai connu de grands professionnels, des chercheurs et des professeurs : Laura Feliu, Bosco Govantes, Ferrán Izquierdo, Miguel Hernando de Larramendi, Inmaculada Szmolka, Ana Planet, Miguel Angel Garcia Guindo, à qui je consacre une mention très spéciale, car ils ont répondu à tous mes appels en m'encourageant à terminer ce travail.

La thèse de Guindo sur les mouvements insurgés et incontournable à l'étude de la violence politique, a profondément inspiré ma recherche parce qu'elle m'a mise sur la voie de départ pour initier mes investigations.

Finalement, je remercie d'une manière très spéciale le Professeur de l'UNED, Carlos Echeverría, pour son soutien et son aide en tant qu'expert sur les questions de sécurité. Je remercie aussi mon parrain au Maroc, le Professeur Larbi Benothmane, ma collègue et amie Mme Sofia Ribas, pour sa contribution dans la traduction en anglais.

Et avant de terminer par les personnes les plus proches, je dois remercier une personne pour laquelle j'éprouve un profond respect et une affection particulière, et à qui je me confie pleinement : Mondher Rezgui. Il est un homme intelligent et réaliste, un homme d'État, un démocrate engagé pour son pays, la Tunisie, qui est entré dans la voie du consensus politique et du dialogue pour éviter la violente dérive des pays de la région. Rezgui a contribué à la traduction et l'écriture de cette recherche, et je le remercie pour sa contribution altruiste et capitale pour laquelle je lui serai toujours reconnaissante.

Finalement, je tiens à remercier les membres de ma famille qui, chaque jour, ont écouté les réclamations et les joies, les pleurs et les émotions, dont mes parents qui sont ma source de vie et d'inspiration. D'eux, j'ai appris l'effort et l'assiduité. Ils m'ont appris surtout quelque chose de très important, être dévouée et généreuse avec ceux qui sont dans le besoin. Leur attitude sociale et leur immense intégrité morale m'ont permis de résister dans des situations compliquées. Ils ont toujours compris mes voyages dans des zones "dangereuses" et m'ont soutenue face à mes angoisses. J'espère qu'ils continueront à le faire. Je dédie une mention spéciale à mon père car sa contribution a été indispensable à l'existence de cette recherche.

Résumé

La présente recherche a pour objectif principal d'étudier les groupes armés insurgés (jihadistes et sécessionnistes) au Nord du Mali, leurs évolutions dans leur zone d'influence, et le passage d'organisations fondées sur des revendications identitaires politiques à des organisations du crime organisé. Grâce à la nouvelle économie de la terreur qui est implantée dans la zone objet de notre étude, nous avons trouvé des réponses à l'émergence et au développement de la violence politique, bien qu'elle ne constitue pas un phénomène nouveau puisqu'elle est aussi vieille que l'histoire elle-même. Ses manifestations peuvent varier parce que les acteurs changent autant que les stratégies et les objectifs.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 contre les Tours jumelles aux États-Unis d'Amérique, l'explosion du phénomène jihadiste apparaît dans un scénario où le drapeau noir est agité comme un symbole du jihad. Cependant, les travaux empiriques développés dans le Nord du Mali révèlent que ces exigences morales, de nature jihadiste, sont présentées comme une simple vitrine pour effectuer des opérations d'économie criminelle couvrant la région du Sahel, et plus particulièrement le Mali. La même situation s'est produite avec l'insurrection indépendantiste dont les soulèvements cycliques avaient gardé une composante d'irrédentisme politique, social, culturel et identitaire. Cependant, les événements régionaux et internationaux, ainsi que les facteurs internes sociaux et économiques du Nord du Mali, ont contribué à la transformation de ses objectifs politiques en objectifs d'économie criminelle. En fait, les rébellions armées qui ont émergé sous la période coloniale et postcoloniale pour la défense d'une même identité ont évolué vers des luttes plus matérialistes.

Alors même que le Mali était qualifié de modèle de démocratie depuis l'adoption de la nouvelle Constitution par référendum organisé en janvier 1992, comme point de départ de la troisième République à l'intérieur du pays, l'État a commencé à perdre ses institutions, avec l'inclusion d'instances étatiques et non étatiques dans l'économie criminelle. Autrement dit, alors que le pays semblait faire une véritable transition vers la démocra-

tie, les acteurs étatiques, en particulier depuis la présidence d'Amadou Toumani Touré – accélérateur de la dernière crise de 2012 – avaient commencé un jeu d'alliances avec des groupes armés dans le Nord du Mali, aussi bien avec les jihadistes en provenance d'Algérie, qu'avec les sécessionnistes autochtones maliens, véritables ennemis du pouvoir central.

Ces alliances d'intérêt économique ont généré de nouvelles luttes territoriales pour le pouvoir économique, provoquant ainsi la guerre de 2012, quand un coup d'État dans la capitale malienne renversa Amadou Toumani Touré, et une nouvelle insurrection armée au Nord du pays chercha à affaiblir davantage le pouvoir de l'État. Le point culminant d'une succession de mauvaises pratiques par le gouvernement a été l'intervention internationale dirigée par la France, ouvrant ainsi une page blanche dans l'histoire du Mali parce que la présence des forces internationales en territoire malien – loin de ramener la normalité dans le territoire – a provoqué un haut degré de violence et a créé une plateforme propice aux prédateurs économiques engagés dans le combat au nom de la sécession ou du jihad.

La crise au Mali est multidimensionnelle, mais des médias et des institutions internationales s'y réfèrent en décrivant le processus comme "l'Afghanisation du Mali" (Michailof, 2012) ou "la création d'un Sahelistan", en référence au conflit qui a éclaté entre les groupes armés sécessionnistes et jihadistes (Chaigneau, 2013). Ces derniers avaient fini par imposer leur hégémonie politique aux premiers, dans les principales régions du Nord du Mali, pour un temps limité. Dans cette perspective, nous essayerons de démystifier la menace jihadiste en la situant dans une structure hybride (de narco insurrection) où les groupes armés rivaux sécessionnistes et l'État lui-même sont impliqués. Notre hypothèse de travail est axée sur la conversion des groupes de la violence politique au crime organisé et sur la façon dont la revendication idéologique cesse d'être le motif sous-jacent des mouvements armés du Nord du Mali.

Toute la première partie est consacrée à l'élaboration des théories relatives aux conflits armés en prenant en considération les cadres sociaux, culturels et politiques, mais en insistant sur le cadre économique en tant que moteur des dernières crises au Mali. Par ailleurs, nous avons eu recours à un modèle méthodologique mobilisant les théories néoclassiques "économistes" pour apporter une réponse à une situation de crise ou de guerre

où la cupidité l'emporte sur la valeur politique ou sociale, bien que les deux convergent à certains moments.

Grâce à un travail sur des variables économiques basées sur l'opportunité et la motivation, nous apportons des réponses au conflit du Mali et à l'organisation de ses groupes armés ainsi qu'au défi de l'État face à l'émergence de forces concurrentes dans le domaine de la violence, qui affaiblissent l'État, lui-même réduit à n'investir que le terrain politique. Ainsi, une fois l'évolution des événements au Mali expliquée en détail, dans la perspective des intérêts économiques en jeu, nous passerons en revue l'histoire du pays pour comprendre pourquoi la crise de 2012 a été déclenchée, crise qui était considérée à l'époque comme une rébellion spontanée, une nouvelle rébellion classique « touarègue » de nature identitaire. Cependant, il est évident que l'identité ne peut pas être limitée à la communauté touarègue, car la région à laquelle elle est associée est composée d'autres identités accompagnées de leurs héritages historiques respectifs. En ce sens, nous construisons le discours de la "récupération identitaire", en mettant l'accent sur la "revendication de l'espace" qui lui-même représente la même identité, de sorte que celle-ci demeure représentée par le territoire (riche en ressources), et non pas par la communauté.

Nous reproduisons le même processus historique pour comprendre le débarquement des expatriés d'Algérie et la tendance islamiste sur le sol malien à un moment de faiblesse de l'État, et la façon dont l'État est géré par des acteurs autochtones du Nord du Mali. À ce moment-là, il s'est produit un changement de paradigme dans les mouvements insurrectionnels, cherchant en permanence à s'adapter aux nouvelles circonstances découlant du débarquement des cartels de la drogue dans la corniche de l'Atlantique, comme point d'accès pour le transit de leurs marchandises, et qui feront des frontières du Sahel, en passant par le Mali, des espaces de rivalité intra et intercommunautaires. Notre enquête ne manquera pas de mettre en évidence également la constitution de réseaux locaux et régionaux afin de gérer une économie parallèle particulièrement bénéfique pour les élites (tribales et militaires), les points stratégiques de cette économie et certains de ses acteurs.

L'impact du crime organisé au Mali (ou d'autres types d'activités illégales) avec tous leurs effets sur la dimension territoriale, politique, sociale, économique et ethnique, représente le cœur de notre travail, car il nous

permet aussi de comprendre ce qui a motivé l'existence de tels conflits dans lesquels ont proliféré les mouvements insurrectionnels. La question de la territorialité liée au pouvoir politique et économique revêt un intérêt particulier à la lumière de la multiplicité des groupes violents, ainsi que la décentralisation dans laquelle se situe une partie du problème, car elle conditionne la stabilité au Mali. Au cours des vingt dernières années, le modèle de stabilité du Mali et de l'intégration des groupes armés n'a pas pu donner les résultats escomptés en raison de la cupidité des acteurs impliqués.

Enfin, nous avons ajouté, dans une dernière partie, la dimension du combattant car elle nous permet, à travers l'analyse de son discours, de connaître ses revendications et intentions lorsqu'il fait partie de la communauté, et d'apprécier le poids de l'hégémonie religieuse, du nationalisme ou de la redistribution de la richesse dans la décision d'intégrer des structures armées. Cet ouvrage se termine par une réflexion sur la décentralisation du Mali, après le dernier accord de paix avec les groupes armés dans le Nord du Mali en juin 2016, qui fait partie de la solution (politique) de la crise. Il comprend en outre une analyse des mobilisations sociales sans précédent découlant de l'augmentation de l'insécurité, des changements au sein du pouvoir central, des nouveaux nationalismes issus du conflit au Nord du Mali qui touche d'autres régions du pays telles que le Macinas, qui s'inscrit dans la géographie de la violence politique et qui englobe la croisée des acteurs nationaux et internationaux pour le contrôle des ressources naturelles ouvrant de nouvelles lignes de recherche.

Sigles

| | |
|--------|----------------------------------------------------------------------|
| ADEMA | Alliance pour la démocratie au Mali |
| ANICT | Agence nationale des investissements des collectivités territoriales |
| CEDEAO | Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest |
| CMFPR | Coordination des Mouvements et Fronts de Résistance Patriotique |
| CMA | Coordination des mouvements de l'Azawad |
| CPA | Coalition des peuples de l'Azawad |
| AQMI | Al-Qaïda au Maghreb islamique |
| ARLA | Armée révolutionnaire pour la libération de l'Azawad |
| ATT | Amadou Toumani Touré |
| DEA | Département anti-drogue des États-Unis |
| FARC | Forces armées révolutionnaires de Colombie |
| FIAA | Front iarabe de l'Azawad |
| FLM | Front de libération de Macina |
| FLN | Front de libération nationale (Algérie) |
| FLN | Forces de libération du Nord (Mali) |
| FNLA | Front national de libération de l'Azawad |
| FPR | Forces populaires de libération de l'Azawad |
| FPLA | Front populaire de libération de l'Azawad |
| GAL | Groupes armés légitimes |
| GANOL | Groupes armés non légitimes |
| GIA | Groupe islamique armé (Algérie) |
| GSPC | Groupe salafiste pour la prédication et le combat (Algérie) |
| HCA | Haut Conseil de l'Azawad |
| HCUA | Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad |
| MAA | Mouvement arabe de l'Azawad |
| MIA | Mouvement islamique de l'Azawad |
| MISMA | Mission internationale de soutien au Mali |

| | |
|---------|--------------------------------------------------------------|
| MINUSMA | Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilité du Mali |
| MNLA | Mouvement national pour la libération de l’Azawad |
| MNJ | Mouvement nigérien pour la justice |
| MPA | Mouvement populaire de l’Azawad |
| MUJAO | Mouvement pour l’unicité et le jihad en Afrique de l’Ouest |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| OUA | Organisation de l’Union africaine |
| ONUDOC | Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime |
| OTAN | Organisation du traité pour l’Atlantique Nord |
| PSI | Initiative Pan Sahel |

Introduction

« Pères et mères démunis
Frères et sœurs meurtris
Le jour sortira de la nuit
Quand passera minuit
L'aube viendra défoncer la porte de la nuit
Pour que s'élève le jour sur le Mali
Le jour sur le Mali
Bon gré mal gré »

Fatoumata Keita

« Le mot jihad est utilisé comme appât d'une part et sert de parapluie pour la marche vers le trésor caché »

Djibril Koné

1. LE NORD DU MALI, UN PROBLEME SECURITAIRE ?

L'écriture de ces lignes s'est achevée alors que la France annonce la suspension de l'opération Berkane au Mali et coïncide avec le renouvellement du mandat international des forces internationales de la MINUSMA¹, ce qui suppose une augmentation du dispositif militaire et civil dans la région Nord du Mali, compte tenu de l'insécurité croissante de cette zone. C'est aussi huit ans après le début de l'intervention internationale menée par la France², qui a assumé le pouvoir administratif du Mali ou de l'ancien Soudan français³, dans le but de rétablir l'État malien dans la zone Nord – aussi connue sous le terme inventé d'Azawad – qui fut "occupée"⁴ pendant neuf mois en 2012 par les insurgés ("jihadistes" et "indépendantistes") des groupes armés.

Cet ouvrage paraît également cinq ans après un accord de paix pour le Nord entre l'administration centrale et les groupes armés du

¹ Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité de ses membres en juin 2016, la résolution 2295 renouvelant pour un an le mandat de la MINUSMA, et le renforcement des organes et des forces de sécurité, en tenant compte de la dégradation de la situation sécuritaire dans la région Nord du Mali. Disponible au : http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2295/2016 (consulté en juillet 2016).

² Résolution 2085 (2012) du 20 décembre, du Conseil de sécurité des Nations Unies : <http://www.un.org/fr/sc/documents/resolutions/2012>

³ Le nom de Soudan a été attribué lors de la colonisation française. Pluriel d'*aswad*, le terme vient de l'expression arabe *bilād as-sūdān*, signifiant « terre des Noirs », mais cela n'était pas associé à une réminiscence historique, de sorte qu'il pouvait être appliqué à toute l'Afrique subsaharienne. Pour cette raison, quand la colonisation prit fin, les pères fondateurs de la décolonisation récupérèrent le terme du Mali pour faire revivre dans la mémoire collective le grand empire du Mali qui a duré du XIII^{ème} au XVI^{ème} siècle.

⁴ Le terme "occupation" a été largement utilisé par les institutions internationales et les médias. Cependant, au Nord du Mali, cette situation n'était pas perçue comme une « occupation » étant donné que les soi-disant « occupants » sont originaires de la région Nord du Mali et non de l'extérieur.

Mali qui sont sortis triomphant du pacte contresigné, qui n'a pas encore été appliqué, parce que, contrairement aux accords précédents, celui-ci revêt la particularité de mettre en œuvre une véritable décentralisation dont la mise en œuvre permettrait aux Maliens du Nord de disposer d'un pouvoir important d'autogestion, notamment dans le domaine économique. C'est justement cela qui est en jeu. En effet, les importantes ressources⁵ très rentables de la partie Nord du Mali impliquent des intérêts réels dont le contrôle dépendra de la reconfiguration territoriale (Burgeot, 2013). C'est pour cette raison que les réseaux locaux clientélistes ou ethniques luttent depuis le début de la dernière guerre afin de se positionner stratégiquement, en profitant de la présence internationale qui légitime toute forme ou résultat de négociation.

L'arrivée des troupes françaises dans la région n'a pas donné les résultats souhaités par l'État pour parvenir à une réunification du pays. Alors que la stabilité⁶ des zones du Nord du Mali semblait de plus en plus inaccessible, d'autres problèmes liés à la sécurité alimentaire se sont posés, affectant directement la population. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a mis en garde

⁵ L'auteur note que la région de Taoudenni le "triangle d'or noir" est située à mi-chemin entre les États de la Mauritanie, du Mali et de l'Algérie, où les estimations de gaz sont plus importantes encore que les réserves de pétrole. De même, les mines de phosphate sont situées au Tamaguillet et au Talleul dans le Nord du Mali. Des gisements de pétrole, de gaz et d'uranium existent mais ils ne sont pas encore exploités.

⁶ Il a également mis l'accent sur la « réunification » du Mali à partir de l'intervention internationale de 2012. Cependant, ce concept nous ne le considérons pas comme acceptable parce que la spirale de la contestation populaire depuis l'indépendance du pays se pose précisément en raison de l'absence de cohésion sociale et d'unité. Cette absence d'unité est née de la multiplicité identitaire dans la région Nord du Mali qui s'est manifestée pendant la crise.

contre l'accroissement de la population menacée par l'insécurité alimentaire⁷. Les zones de Ménaka, Kidal, Gao, Tombouctou et Taoudenni, du Nord du Mali, où des groupes d'insurgés se sont développés, ont été les plus sensibles à cette menace (Djibrilla, 2011).

Les caractéristiques géographiques très contrastées du pays, combinées à la faiblesse des institutions sourdes aux préoccupations de la société civile, ont rendu le Nord du Mali beaucoup plus instable⁸. L'effondrement de l'économie traditionnelle dans la région, en raison d'une colonisation féroce, la création de l'État-Nation et son impact négatif sur le système de vie des autochtones Touaregs, Arabes, Peuls et Songhaï – soumis aux changements climatiques – ont contraint les populations nomades à migrer vers d'autres destinations (Le Roux, 1998). Ils étaient forcés à chercher des voies et des alternatives de vie dans une région dominée par l'insécurité et la peur (Bernus, 1984 ; Bayart, 2013). C'est dans ce contexte que l'économie criminelle est née, et que le Nord du Mali – terre déjà disputée depuis sa décolonisation par des acteurs étatiques et non étatiques de natures ethniques diverses – est devenue une zone sensible.

La consolidation du phénomène de l'économie criminelle a évolué telle une corde s'étirant plus ou moins en fonction des rapports de force entre clans ou groupes armés, guidés par leurs propres intérêts, jusqu'à ce que cette corde finisse par se rompre traduisant l'effondrement des équilibres du pouvoir dans la région. Le contrôle de l'économie criminelle est devenu une priorité pour les élites politico-

⁷ Rapport publié en 2014 par le *Bureau de coordination des affaires humanitaires* (OCHA), « 2014-2016, Plan stratégique d'intervention, la région du Sahel ». En ligne : http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/Regional%20Sahel%20SRP%20Final.pdf. Le Mali a évolué de 176 à 187 au niveau de l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies (PNUD, 2015), avec une valeur de 0,407.

⁸ Observatoire du développement humain et durable et la lutte contre la pauvreté (ODHD) (2012). Rapport national sur le développement humain au Mali (2012). Protection sociale et développement humain au Mali. En Ligne : http://hdr.undp.org/sites/default/files/rndh_mali_2012.pdf

militaires du Nord du Mali parce qu'elle représente en soi l'une des principales sources de richesse. La région est une zone de transit du commerce des produits légaux et illégaux, ainsi qu'un réservoir important de ressources naturelles non encore exploitées, selon les prospections réalisées⁹. Tout cela a contribué à l'augmentation de la criminalité, de la violence politique et à l'émergence de nouveaux entrepreneurs politico-économiques aux confins de la contrebande traditionnelle et du crime organisé. Par conséquent, le territoire est devenu une enclave stratégique pour le passage des acteurs du crime organisé. Cependant, la question de l'insécurité dans la région a été principalement évoquée en lien avec le terrorisme international et présentée comme un phénomène indépendant des réseaux de l'économie criminelle.

À partir de 2003, les États-Unis ont construit les premières bases militaires dans le Sahel, avec l'intention de prévenir la menace terroriste (Keennan, 2009). À cette date, les partisans du "jihad" en Algérie, forts de l'expérience acquise sur d'autres fronts, comme en Afghanistan, avaient déjà passé quelques années, réfugiés dans les zones de l'Adraar des Ifoghas au Nord du Mali, après une guerre sanglante contre le régime militaire algérien. Cependant, les terroristes présumés, enrôlés sous la bannière de la *jihadiya salafiya* ne commenceront à donner des signes de leur existence, sous la forme de propagande du discours visuel ou en perpétrant des actes terroristes, qu'en 2003 quand se produisit la première opération de prise d'otages (32

⁹ Entretien avec un haut cadre de la sécurité de l'État malien, qui a préféré garder l'anonymat, au mois de juin, à Bamako (2016). Il disait que le Nord est une « terre d'intérêts » parce que, d'une part, l'Algérie, met l'accent sur le pétrole et le gaz découvert au Taoudeni, à la frontière entre le Mali et la Mauritanie, à l'Ouest, (en fait, l'Algérie, avec le consentement du Mali, contrôle déjà 250.000 kilomètres de territoire malien par son armée). Et d'ailleurs, son principal rival en termes stratégiques est le Maroc, plus proche des champs (ou réserves) de pétrole de Taoudeni (à seulement 800 km), tandis que l'Algérie est située à environ 2000 km. Le Mali est un espace stratégique pour les intérêts des deux pays voisins qui cherchent à avoir une position prépondérante dans la région.

personnes furent enlevées) et en 2006¹⁰ avec l'adhésion de l'organisation salafiste à la matrice d'Al-Qaïda global¹¹ (Amghar, 2011 ; Olivier, 2002).

Assurément, derrière l'idéologie prônée, les premiers germes de la criminalité internationale étaient semés en contribuant à stabiliser les élites armées dans le Nord du Mali, tout en œuvrant à déstabiliser les institutions pour bien des raisons, dont notamment le fait que l'État constitue un puissant concurrent. La violence a cessé d'être monopolisée par le pouvoir central, se divisant ainsi entre les différentes forces qui demeurent jusqu'à présent en compétition. La richesse et la violence se nourrissent de la configuration des groupes armés au Mali qui ont eux-mêmes besoin d'une importante formation militaire pour assurer leur économie de survie, qu'elle soit formelle ou informelle.

Bien qu'ils soient issus de l'exclusion politique et socio-économique, les guérilleros¹², aussi bien dans les rangs de l'insurrection

¹⁰ En 2006, des éléments du *Groupe salafiste pour la prédication et le combat* (GSPC) ont rejoint le label d'Al-Qaïda pour former un nouveau groupe, *Al-Qaïda au Maghreb islamique* (AQMI). Lors d'un entretien avec un repenté d'AQMI, mauritanien à Nouakchott (capitale de la Mauritanie) en décembre 2010, ce dernier a déclaré qu'un citoyen de nationalité mauritanienne avait eu des négociations directes avec Ben Laden pour initier une collaboration commune couvrant l'échange d'informations et de combattants. Ainsi ont été établies les premières bases de ce qui était autrefois l'alliance de *bay'a* (un acte de soumission à l'organisation d'Al-Qaïda).

¹¹ Les partisans de ce salafisme font une lecture littérale des textes religieux et visent le retour à l'idéal du califat qui avait succédé au Prophète. Ils appellent à l'usage des armes pour protester contre les régimes arabes et les sociétés occidentales pour leur caractère « infidèle » ainsi qu'une réislamisation. Ils invoquent aussi le besoin de créer un « État islamique » par la violence. Autrement dit, ces groupes se situent clairement dans la lutte armée.

¹² Nous utilisons le terme « guérillero » parce que, premièrement, les personnes concernées s'appellent ainsi entre eux et, d'autre part, nous distinguons le « militaire » qui implique l'appartenance à une armée, ce qui n'est pas le cas lorsque nous nous référons aux mouvements armés du Nord du Mali.

d’Azawad que ceux du *Groupe salafiste pour la prédication et le combat* (GSPC) d’Algérie, se sont transformés, avec le temps, en combattants dans une lutte armée animée par de nouvelles motivations relevant du profit économique, ce qui fera l’objet d’une analyse plus poussée pendant le régime d’Amadou Toumani Touré (ATT). Ce dernier a été à la tête de l’État malien de 2002 à 2012, avant d’être renversé par un coup d’État militaire orchestré par le capitaine Amadou Haya Sanogo, chef de la junte militaire, dans la nuit du 21 au 22 mars 2012, qui décréta un couvre-feu et annonça à la télévision la fin du régime d’ATT¹³ au nom du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l’État (CNRDRE).

L’analyse porte sur une période allant des années 90 – marquées par le début d’une nouvelle période de soulèvements sécessionnistes armés – jusqu’à la guerre de 2012, qui nous a permis de découvrir les intérêts des groupes armés, guidés au départ par l’idéologie politique, pour s’orienter ultérieurement vers des objectifs économiques. L’apparition des combattants algériens d’Afghanistan, reconnus à présent sous la bannière d’*Al-Qaïda du Maghreb islamique* (AQMI), dans un contexte où l’exaltation est déjà élevée en raison de la montée de mouvements d’insurrection (Touaregs, Arabes et autres), a provoqué une augmentation significative de la violence comme conséquence du contrôle d’un espace en plein essor en termes économiques. Pendant ce temps, ce qui va transcender le Sahel, c’est la prétendue guerre contre l’Occident conduite par AQMI, une organisation

¹³ Le coup d’État militaire a été justifié par le manque d’équipement adéquat pour la défense du territoire mis à la disposition de l’armée pour lutter contre les groupes armés dans le nord du pays. La junte a promis de rétablir le pouvoir civil et d’établir un gouvernement d’unité nationale.

terroriste qui est considérée comme la seule menace contre la sécurité¹⁴ et les intérêts de l'Occident, en particulier les intérêts énergétiques de la France dont la dépendance est importante à l'égard des installations d'uranium au Niger voisin¹⁵.

Réduire la problématique du Nord du Mali et son instabilité, au terrorisme d'AQMI nous semble excessivement simpliste comme analyse, à la lumière d'un long processus de recherche empirique qui met en exergue la nécessité de prendre en considération d'autres éléments déterminants. Parmi ceux-ci figurent les réminiscences de la colonisation, la relative continuité historique de la violence, l'espace/territoire multi-tribal et la division¹⁶ économique des activités criminelles dans un contexte socio-politique fragile. Par ailleurs, la recherche portant sur les références idéologiques s'avère approximative, si nous n'abordons pas les comportements internes clientélistes et tribaux, et si nous n'entreprenons pas un travail détaillé sur les acteurs étatiques et non étatiques, leur interaction et leur partenariat temporaire ou durable, selon les conjonctures du moment (Guichaoua, 2012).

Cela dit, nous considérons que pour étudier rigoureusement le Sahel il est primordial de porter un regard critique sur la sécurité qui permet de comprendre le contexte général dans lequel se produit le conflit, le comportement complexe des guérilleros et des réseaux superposés qui se meuvent (Mariot, 2003). La nécessité d'aborder la

¹⁴ La production journalistique et universitaire approfondie a présenté le terrorisme comme la principale menace au Mali : voir les nombreux articles dans des journaux de référence comme "Jeune Afrique".

¹⁵ Entretien avec Abdoulaye Mohamadou, professeur-chercheur, directeur du *Laboratoire des études d'investigation sur les dynamiques sociales et le développement local* (LASDEL), Niamey (Niger), 2015.

¹⁶ Au cours de l'enquête, nous nous référons indifféremment aux concepts d'espace et de territoire du Nord du Mali comme sources de violence. Cependant, nous constatons que certains auteurs distinguent la notion d'« espace » comme le lieu géographique correspondant à la notion de « territoire » dont relève une zone politique.

sécurité dans cette perspective critique constitue, aujourd'hui plus que jamais, un enjeu politique et médiatique extraordinaire (Wood, 2003).

L'évocation de la sécurité accable le discours des dirigeants politiques, des intellectuels et des journalistes qui, comme le souligne Gross, se réfèrent au sentiment constant d'insécurité et à la nécessité d'atteindre des niveaux plus élevés de sécurité pour en faire la première des libertés. Nous notons cependant que la dichotomie sécurité/insécurité est très difficile à définir (Gross, 2012). Dans un scénario comme celui du Mali, si pour un jeune autochtone du Nord du Mali, l'insécurité est liée à l'absence d'eau, d'animaux ou de céréales pour se nourrir, pour un guérillero, l'insécurité se produit lorsque son espace territorial et économique est occupé par d'autres forces adverses.

Pour l'Europe, l'insécurité provient officiellement de la présence de groupes "jihadistes" au Nord du Mali. Cependant, pour l'État malien, l'insécurité ne procède pas tant des jihadistes venus d'Algérie mais n'ayant pas la prétention de s'attaquer aux intérêts de cet État, que des autochtones sécessionnistes qui nourrissent des prétentions sur la souveraineté et la puissance économique de la région. Ainsi, nous constatons que l'idée de sécurité est une construction idéologique, politique et même philosophique. En effet, pendant les années 50, les Français qualifiaient les membres du *Front de Libération Nationale* (FLN) de terroristes, alors qu'aujourd'hui, ils ont conclu avec eux plusieurs contrats de coopération en matière de gaz et de pétrole. De même, les jihadistes du Nord du Mali sont à l'heure actuelle dans la ligne de mire de l'État, mais au cours de la décennie précédente, ils étaient sollicités pour coopérer sur les questions de drogues et d'enlèvements. Bayart avait dit, à juste titre : « parfois, quand nous voulons produire de la sécurité, nous produisons l'effet inverse, l'insécurité » (Bayart, 2013).

Pour le peuple malien, ce qui pouvait signifier, à un moment donné, l'instauration de la sécurité grâce à une intervention – dirigée

par la France –, s’est transformé maintenant en une source d’insécurité car, bien que la présence étrangère ait réussi à chasser un ennemi de l’État central, elle a indirectement contribué à l’émergence de nouveaux acteurs de la violence politique. Suite à l’intervention française dans cette région du Sahel, sont apparus des kamikazes – jamais vu – ainsi que de nouvelles formes de violence sous forme d’attaques avec des mines et des roquettes.

2. TYPOLOGIE ELEMENTAIRE DES GROUPES ARMES

Les acteurs armés, objet de la présente étude, se caractérisent par une mobilité constante et peuvent rapidement passer d’un camp à un autre. Cela ne s’explique pas toujours dans une perspective idéologique, mais plutôt par la capacité d’une communauté ou d’un clan à protéger les intérêts de ses membres. Nous pouvons alors établir un premier plan qui nous permet d’identifier clairement les positions de ces acteurs et les intérêts qu’ils servent. Il existe essentiellement deux catégories de groupes armés à prendre en considération pour construire le puzzle de l’insurrection au Nord du Mali : les groupes armés légitimes (GAL)¹⁷ et les groupes armés¹⁸ non légitimes (GANOL).

¹⁷ Nous utilisons le concept de « légitime » pour les groupes armés GAL parce qu’ils acceptent de s’asseoir autour d’une table de négociation grâce à la médiation de l’Algérie et sous les auspices de l’Organisation des Nations Unies. En fait, les membres du GAL ont des contacts étroits non seulement avec l’État mais aussi avec les institutions européennes pour trouver une solution à la crise au Nord du Mali. Toutefois, pour l’État malien aucun mouvement politique ne peut être légitime s’il prend les armes contre les institutions.

¹⁸ Ces nomenclatures sont établies par l’auteur. Cela signifie qu’elles ne sont utilisées dans aucun des documents officiels des organisations internationales.

2.1. Les groupes armés légitimes

Les membres de ces formations armées se placent sous la bannière "sécessionniste" et acceptent d'entamer des négociations avec le gouvernement central. Leur participation à la table des négociations politiques les situe en dehors du spectre du "terrorisme".

Ils sont divisés en deux groupes avec des positions clairement distinctes : certains soutiennent volontairement ou involontairement la thèse de l'État ; les autres, sont considérés comme opposés à l'intégrité territoriale du Mali. Au sein de chaque groupe, les chefs de guerre protègent également les intérêts de leurs tribus respectives.¹⁹

La plateforme des mouvements alignés sur l'approche du gouvernement

- *Mouvement Arabe de l'Azawad* (MAA, secteur 1) : secteur public, arabe lemhar de Gao, dont le Secrétaire général est Ahmed Ould Sidi Mohamed (Arabe de Telemsi).
- *Coordination des Mouvements et Fronts de Résistance Patriotique* (CMFPR, secteur 1) : ce mouvement est dirigé par Haraoun Touré, président des milices de l'autodéfense des Ganda Koy. Il est composé surtout des ethnies noires ainsi que des Songhais.
- *Coalition des peuples de l'Azawad* (CPA) : un clivage du MNLA, dont le secrétaire général est Ibrahim Ag Mohamed Assaleh, qui a annoncé son allégeance à un autre bloc au cours des négociations à Alger. Elle est composée de Touaregs de la tribu de Idnane, bien qu'il y ait d'autres tribus touarègues.

¹⁹ A la suite de la désaffection des combattants de la Plateforme et de la CMA, naquit la Coordination des Mouvements de l'Inclusivité (CMI), qui accueillit les déserteurs des deux mouvements. Cette nouvelle coordination, qui inclut ceux qui avaient été exclus du processus de paix pour le Nord du Mali, a également été rendu légitime par la communauté internationale.

- *Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA)* : mouvement dirigé par le général El Hadj Ag Gamou. Il s'agit d'une coalition des forces paramilitaires fondée au mois d'août 2014, composée principalement par des forces touarègues Imghads²⁰. Il se trouve en dehors du processus de négociation, mais il était présent à la table des négociations en tant que société civile. Son secrétaire général est Fahad Ag Almahmoud, Touareg de la tribu d'Imghad.

La coordination, composée de groupes opposés à l'approche du gouvernement

- *Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA)* : le secrétaire général est Bilal Ag Cherif de la tribu des Ifoghas, dominante dans la région de Kidal, mais il existe d'autres tribus influentes de la communauté touarègue, ainsi que les Touaregs Kel Ansar.
- *Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA)* : son secrétaire général est Alghabass Ag Intallah de la tribu prépondérante des Ifoghas.
- *Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA, secteur 2)* : il est formé majoritairement par des Arabes bérabiches de Tombouctou. Son Secrétaire général est Ibrahim Ould Sidati (Arabe bérabich, mais le MAA comprend d'autres tribus).
- *Coordination des Mouvements et Fronts Patriotiques de Résistance (CMFPR, secteur 2)* : il est dirigé par Ibrahima Katano, président de Ganda Izo et ancien membre du Haut Conseil islamique du Mali.

²⁰ Ce mouvement comprend des groupes d'autodéfense songaï et peul (Ganda Izo et Gandakoy) et aussi des groupes arabes fidèles au gouvernement central. Les liens étroits entretenus avec le gouvernement de Bamako sont conditionnés par la protection des intérêts de la tribu touareg, Imghad. Quant à Bamako, son intérêt est assuré à travers GATIA en contrepoids aux forces sécessionnistes touaregs dans le Nord du Mali.

2.2. Les groupes armés non légitimes

Dans ce groupe, qui brandit l'étendard du "jihad", se meuvent des éléments armés qui ont été exclus de la table de négociation et qui s'érigent toujours contre les institutions régionales et nationales. Aujourd'hui, ils sont partisans de l'opposition au pouvoir central du Mali et aux autres groupes armés influents au Nord du Mali (au moins publiquement). Ainsi, nous avons le groupe d'*Al-Qaïda au Maghreb Islamique* (AQMI), le *Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest* (MUJAO), les *Ansar Al-Dine* (défenseurs de la religion, sous-entendu l'islam) et des groupes nouvellement créés – suite à l'intervention internationale – comme le *Front de Libération de Macina* (FLM) d'Amadou Koufa, *Ansarul Islam* de Ibrahim Malam Dicko et une *katiba de Daech* sous le leadership de Al Saharaoui. L'étude détaillée des acteurs dans le conflit au Mali est essentielle pour comprendre clairement les "jeux du pouvoir" et comment ces jeux transcendent les aspirations idéologiques.

Les GAL et les GANOL continuent à se multiplier en micro-groupes, non pas dans le but de renforcer l'objectif de contrôle politico-territorial, mais pour des raisons de protection et pour la poursuite d'intérêts propres à chacun d'entre eux. Nous voyons donc que les divisions et les rivalités montrent l'absence d'une cause commune de nature politique. En ce qui concerne une organisation comme AQMI, les scissions de la matrice originale se sont produites en raison de différents intérêts matériels ou d'autres divergences de type économique.

Ce n'est pas le seul cas. Il y a eu d'autres divisions au sein de cette organisation terroriste répondant au besoin d'avoir accès au pouvoir économique tout en satisfaisant les intérêts d'un groupe ethnique, notamment les Peuls (noirs) qui ont été longtemps soumis à la puissance des Touaregs ou des Arabes. Ainsi, l'organisation du FLM se place sous la couverture d'un slogan, dans le spectre jihadiste, avec un soubassement de développement économique et ethnique.

La fragmentation visible des groupes armés dans le Nord du Mali montre les contradictions idéologiques au sein des mouvements, les luttes tribales et les luttes de clans, reprenant le concept de communauté en le renforçant de manière intransigeante et en l'associant de façon partisane au conflit, si bien que, depuis le déclenchement de la dernière crise en 2012 suite à une nouvelle insurrection de la communauté touarègue, des alliances éphémères se sont, à plusieurs reprises, faites et défaites au gré du changement de leadership des autres groupes.

Aucune tribu dans cette phase cyclique et sans lien direct avec le problème du Nord du Mali, ne voulait perdre la possibilité d'accroître sa visibilité ou son influence dans le nouveau spectre politique qui se dessinait sous l'œil vigilant des institutions internationales. Nous voyons donc comment les positions des acteurs armés se rapprochaient ou s'éloignaient par rapport à l'État en fonction du niveau de couverture dont ils bénéficiaient.

Les tensions locales et régionales pour l'hégémonie politique et économique se sont clairement manifestées par des affrontements au sein des groupes ethniques noirs, la tribu songhay s'opposant aux rebelles, ou bien au sein des groupes ethniques blancs, la tribu Imghad face aux aristocrates de la tribu des Ifoghas. Ainsi, les tribus considérées comme inférieures se soulevèrent, dans le but de rééquilibrer le rapport de force ou de dépendance issu des nouvelles règles de pouvoir basées sur les ressources économiques. Cette perception est applicable aux deux groupes (GAL et GANOL).

3. POUR UNE RELECTURE DES ENJEUX DU CONFLIT

Une revue globale de la littérature montre comment les nouvelles crises du XXI^e siècle dans la région du Sahel, et en particulier au Mali, avec un impact très profond sur les groupes jihadistes et leur idéologie, permettent d'expliquer l'absence d'ordre dans la région qui était déjà viciée par sa faiblesse structurelle, politique et militaire,

avec en outre, la corruption comme facteur catalyseur (Oberlé et Lasserre, 2013).

Toutefois, cette interprétation de la réalité est insuffisante et il est nécessaire de faire appel à d'autres approches relatives à l'histoire et à l'évolution, non seulement des groupes armés récents qui apparaissent avec des slogans révolutionnaires islamistes ou sécessionnistes, mais aussi des acteurs de la criminalisation de l'État (Bayart, Stephen et Hibou, 1997), tout cela dans un pays qui, au cours des deux dernières décennies, a projeté à l'extérieur l'image d'un modèle démocratique et stable dans toute la zone ouest de l'Afrique (Barbet, 2015).

Le problème du "jihad" – y compris celui de l'"insurrection", en référence aux mouvements subversifs autochtones du Nord du Mali – comme racine de la violence, ne suffit pas à expliquer la nature du conflit. Nous estimons donc qu'il est nécessaire d'apporter une nouvelle analyse aux études déjà réalisées sur le Mali à partir de perspectives différentes comme celles de la sociologie, de l'anthropologie ou de la science politique, en incluant la dimension stratégique ou militaire (Berdal, 2005 ; Holsti, 2008).

Cette nouvelle approche intègre la dimension économique – notamment avec la découverte de nouvelles ressources économiques – dans l'explication du conflit et de l'évolution de ses acteurs. Ainsi, notre intention est d'analyser le discours construit en Occident sur la menace du jihadisme au Mali et sur les objectifs politiques indépendantistes des élites militaires de l'Azawad, et mettre en lumière l'interdépendance, à peine abordée, entre l'économie criminelle (enlèvements et trafics) et les acteurs étatiques et non étatiques qui représentent la véritable source d'instabilité dans la région et l'une des principales causes de la récente crise du Mali de 2012.

Nous insistons sur le fait que les regards sont continuellement détournés, en particulier vers le jihadisme comme principale source d'instabilité sans prendre la peine d'examiner la connexion entre les

réseaux de contrebande, de trafic d'armes et de drogues, et la participation active des combattants, aussi bien des GAL que des GANOL à ce phénomène (Hugon, 2016). Par conséquent, nous examinerons de nouveau les groupes armés opérant dans la région, et le rôle de l'État ayant perdu progressivement toute crédibilité au profit d'une situation d'anarchie où ont émergé les milices d'autodéfense, les mercenaires, les narcotrafiquants et les groupes armés de différentes identités politiques.

De même, l'étude portant sur le rôle des groupes armés au Nord du Mali intervient à un moment où les pays faibles, souffrant de problèmes de gouvernance liés aux conflits armés internes, revêtent aujourd'hui beaucoup plus d'importance géostratégique et sont une source de préoccupation pour la communauté internationale (Ballerteros, 2013 ; Fukuyama, 2004). La transformation de la capitale malienne, où prolifèrent les véhicules et les bases militaires de l'ONU et de l'Union européenne, en est la preuve la plus tangible. Les hôtels ont été transformés en bureaux des institutions internationales et en logements de milliers d'expatriés contribuant, en principe, au maintien de la paix.

Par conséquent, nous nous efforcerons, à travers notre recherche, de vérifier et de prouver scientifiquement le développement progressif de la criminalisation au Mali, à la fin du XX^e siècle et, en particulier, depuis l'avènement du XXI^e siècle, en plaçant ce phénomène au cœur de la géopolitique et de la géostratégie, ce qui n'a pas encore été réalisé en profondeur. Jusqu'à présent, la plupart de la littérature relative au Mali a été l'œuvre d'historiens, d'anthropologues et d'ethnologues (Blanguernon, 1976 ; Bernus, 1984 ; Claudet-Hawat, 1992 ; Bolley, 1994).

De même, nous pouvons trouver de nombreux ouvrages traitant de la hiérarchie sociale, des identités, des acteurs religieux et culturels, (Claudet-Hawat, 1992 ; Bouhel-Hardy, 2010 ; Leinigger, 2013). Nous trouvons aussi des ouvrages portant sur la politique coloniale et postcoloniale, qui mettent l'accent sur les peuples autochtones

(Van Vliet, 2014 ; Diarrah, 1990) et les élites politiques parlementaires (Coulibaly, 2004).

Cependant, la production journalistique et académique sur le Mali avec une perspective de sécurité est très récente (Echeverría, 2008). Celle-ci a d'ailleurs contribué au discours générique de la menace terroriste au Sahel, comme un phénomène isolé et indépendant de l'économie criminelle (Sidibe, 2012). Ainsi, une grave erreur a été commise en négligeant la connexion irréfutable entre les deux aspects qui impliquait aussi une aggravation de la violence qui devait être soulignée dans un contexte géographique particulier, avec une historicité sociale, économique et politique particulière. Malgré la prospérité relative de l'économie malienne, les perspectives de gains économiques générées par la conversion du territoire nord-malien, en base d'opérations pour le transit des drogues, ont fait que les autorités n'ont pas entravé le débarquement d'acteurs étrangers et nationaux pour la commercialisation de produits illicites, représentant un complément important à l'économie d'une élite (Sidibe, 2012 ; Taje, 2013).

En même temps, attirés par la rentabilité élevée de ces activités, des criminels moins professionnels, des gens ordinaires, et des groupes armés ayant leur propre identité politique s'immisceront aussi dans ces affaires, en développant ainsi une économie criminelle locale et régionale. De ce fait, les idéologies sur lesquelles sont basés les groupes armés, cessent de constituer l'objectif prioritaire. La recherche a commencé au milieu des années 90, une période très notoire pour les études internationales, puisqu'elle renvoie à la chute du mur de Berlin comme prélude à la désintégration du système communiste et au début d'une nouvelle ère où le projet de reconstruction politique et spirituelle de la pensée islamique commence à être politisé par l'Occident et s'installent les premières idées qui divisent les civilisations et les peuples (Huntinton, S)

Dans notre cas, il y a une année qui revêt une importance majeure. Dans le contexte de l'apogée des mouvements islamistes contre

l'autoritarisme et l'injustice, les acteurs armés algériens opposés au régime militaire, se sont trouvés contraints d'"émigrer" vers le sol malien. Cela coïncidera avec l'ouverture du marché international en raison de la fin du monde bipolaire, de sorte que les réseaux mafieux profiteront de l'internationalisation du marché pour lancer leurs activités économiques en dehors de la légalité. Par la suite, les cartels de la drogue d'Amérique latine vont trouver en Afrique de l'Ouest de nouveaux points d'accès incontrôlés pour leurs produits. En outre, cette date coïncide avec la fin d'un processus de négociation de paix entre les rebelles du Nord du Mali et l'État, qui aboutira à une construction symbolique à Tombouctou, au nord-est du Mali de la « flamme de la paix », qui reflète sans doute la volonté présumée des insurgés de rendre les armes²¹. Au cours de la dernière crise en 2012, ce monument a été détruit. L'étude fait donc de l'année 2013 un tournant quant à l'intervention internationale menée par la France avec le déploiement de plus de 4000 soldats sur le terrain, dans le but de freiner « l'avancée des jihadistes vers le Sud » (Galy, 2013).

Cependant, le nouvel engagement militaire en faveur de "la stabilité, de la démocratie et de la paix" au Mali a conduit à une nouvelle escalade de la violence sur le terrain où l'instabilité a conduit à des actes de banditisme, de pillage et de délinquance commune²². En outre, les groupes armés jihadistes renforceront aussi leurs arguments en présentant leur combat comme une « lutte contre l'occupation de l'ancien colon et de la présence internationale », ce qui leur permettra aussi de grossir leurs rangs puis d'obtenir le monopole de la violence et, probablement, de créer une base future pour le terrorisme international.

²¹ Les armes n'ont jamais complètement disparu, elles ont continué à arriver au Mali en provenance des pays voisins et du Moyen-Orient et de l'Ouest. Cette flamme symbolique a été détruite après le débarquement des insurgés en 2012.

²² Entretien avec des analystes des Nations unies, Bamako, avril 2017.

La recherche a pris fin en mai 2017, après quatre ans d'intervention internationale et de déploiement des forces de maintien de la paix, ainsi que la conclusion d'un ultime accord entre les différents groupes armés et l'État pour établir une sorte de décentralisation au Nord du Mali, prévoyant de transférer des pouvoirs étendus du centre au nord. Parmi les points les plus controversés et les plus importants de l'accord, il y a le déploiement des forces conjointes d'autodéfense du territoire pour assurer la sécurité dans les régions du Nord. Il s'agit de créer des unités représentant l'État et les rebelles qui travailleraient ensemble dans les secteurs militaires, de la police et de la gendarmerie. Le substrat de cet accord est l'autogestion d'un espace économique.

LES GROUPES ARMES DU SAHEL

Conflits et économie criminelle au Nord du Mali

Résultat d'une recherche de terrain de plusieurs années auprès des différents protagonistes des derniers conflits au Nord du Mali, cet ouvrage analyse de façon inédite les enjeux et défis posés par les groupes armés au Sahel. À l'opposé des thèses soutenant que l'escalade de la violence – et donc l'instabilité croissante – est imputable au terrorisme international ou à l'insurrection séparatiste, l'auteure défend une théorie inscrite au cœur des dynamiques territoriales, qui lie l'accroissement de la violence à la hausse de l'activité criminelle. La guerre n'est pas livrée au Nord du Mali pour renverser le gouvernement central ou le remplacer par un autre pouvoir, mais pour protéger les zones d'influence des acteurs de la criminalité organisée. Contrairement aux chercheurs qui considèrent que la régionalisation des organisations jihadistes transnationales se développe au Sahel, l'auteure soutient que la situation tend au contraire en s'ancrer localement à travers les dynamiques qu'elle a pu observer lors de ses nombreuses missions de terrain.



Beatriz MESA est docteure en sciences politiques de l'Université de Grenoble. Elle est enseignante-chercheure à l'Université Gaston Berger et chercheure permanente au LASPAD. Elle a enseigné à l'Université internationale de Rabat (UIR) de 2015 à 2020 et travaille sur la sécurité, la migration, l'islam politique, les conflits, les groupes armés et l'économie criminelle au Maghreb et au Sahel, avec plus de 13 ans d'expérience en tant qu'analyste pour des médias internationaux.

26 €

ISBN : 978-2-9540994-6-0



www.halfa.co

H.